

Editorial

L'ESPRIT DE RÉSISTANCE FACE AUX POLITIQUES D'AUSTÉRITÉ

par **PATRICK KAMENKA**

En rejetant l'idée d'un référendum sur les retraites, comme le proposait Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT, lors d'un débat télévisé sur TF1 le 13 mai dernier face au président Emmanuel Macron, l'Élysée a choisi son camp : l'austérité pour les Français.

Mais contrairement à la volonté de l'exécutif de maintenir coûte que coûte sa réforme des retraites à 64 ans, les députés communistes et ultramarins vont provoquer un vote au Palais Bourbon le 5 juin en « déposant une proposition de résolution affirmant l'impérieuse nécessité d'abroger cette réforme », a indiqué Stéphane Peu, président du groupe GDR (*l'Humanité* du 22 mai). La bataille, qui s'est déroulée pendant plusieurs mois en 2023, est donc loin d'être terminée. ■ ■ ■

(Suite en page 4)



Manifestation retraites ©Divergences copie

HISTOIRE

HÉROS DE L'OMBRE

par **BERNARD FREDERICK**

A l'heure où l'on célèbre la capitulation de l'Allemagne en 1945 et le retour des déportés, il est bon de se souvenir de celles et ceux qui, au prix de leur vie, ont sauvé des vies juives durant l'Occupation.

On évalue à 330 000 le nombre de Juifs qui vivaient en France à la fin de l'année 1940. Un quart d'entre eux furent victimes de la Solution finale. Les trois quarts survécurent. La France est de tous les pays occupés ou alliés au Reich, l'un de ceux où la Shoah fit le moins de victimes, alors qu'il fut l'un de ceux qui, au niveau de l'État, collaborèrent le plus activement au fichage, à l'arrestation et à la déportation des Juifs, enfants compris.



Union des Femmes juives Grenoble 1944

À quoi tient ce paradoxe ? Sans doute aux réactions de bien des Français devant les mesures antijuives du régime de Vichy, surtout avec le développement des grandes rafles de 1942 et la déportation des enfants. ■ ■ ■ (Suite en page 8)

L'ALLEMAGNE PREMIÈRE PUISSANCE MILITAIRE D'EUROPE ?

par **BERNARD FREDERICK**

C'est, en tout cas, ce dont rêve le nouveau chancelier allemand, Friedrich Merz. C'est sa façon, semble-t-il, de commémorer la capitulation du 8 mai 1945.

En d'autres temps, cela aurait fait bondir tous ceux qui en Europe n'ont pas la mémoire courte. Tous ceux qui se souviennent qu'il y a presque tout juste quatre-vingt-dix ans, Hitler annonçait (14 et 16 mars 1935) la formation d'une armée de l'air – la *Luftwaffe* – dirigée par Göring et le rétablissement du service militaire obligatoire.

Prenant prétexte, comme Macron et von der Leyen, d'une prétendue « menace russe », Friedrich Merz, lors de son premier discours au *Bundestag*, le mercredi 14 mai, a promis que « le gouvernement fédéral mettra à disposition tous les moyens financiers dont la *Bundeswehr* a besoin » et a qualifié le renforcement de la *Bundeswehr* de « priorité absolue ». Annonçant le déblocage de centaines de millions d'euros, il a affirmé : « Cela n'est que justice pour le pays le plus peuplé et le plus puissant d'Europe. C'est aussi ce que nos amis et nos partenaires attendent de nous. Plus encore, ils l'exigent ».

En tout cas pas nous !

En 1945, l'Allemagne nazie a été démilitarisée par les Alliés. L'armée est dissoute. C'est à partir de 1955, au début de la guerre froide, que l'Allemagne de l'Ouest est autorisée à reconstituer une armée, la *Bundeswehr*, mais sous certaines conditions : un rôle défensif ; sous contrôle strict du Parlement ; sans arme nucléaire.

Ça n'a pas empêché l'Allemagne de développer son industrie militaire, notamment à travers une intense collaboration avec Israël. Quant à la projection hors de ses frontières, le chancelier allemand, là encore, innove : il était en Lituanie, le jeudi 22 mai, pour l'inauguration d'une brigade militaire allemande qui sera stationnée « de manière permanente » près de la frontière avec la Biélorussie. Il s'agit du premier déploiement militaire permanent de l'Allemagne à l'étranger depuis la Seconde Guerre mondiale.

La *Litauen-Brigade*, forte de 5 000 hommes, sera basée à Rūdninkai, à seulement 30 km au sud de Vilnius, dans la zone stratégique dite de la brèche de Suwalki, un corridor étroit entre l'enclave russe de Kaliningrad et la Biélorussie.

Jusqu'à maintenant, la Constitution allemande interdisait le déploiement de troupes à l'étranger. ■

29/05/2025

CARNET

HÉLÈNE FELDLANDER

Faire-part

Elvire Dolgorouky, sa fille, Alexandre Dolgorouky, son compagnon, Georges et Sonia Feldhandler, son frère et sa belle-sœur, Marc et Jean-Christophe Feldhandler, ses neveux, Samuel, Lorenzo, Alma, Emma et Alice, ses petits-neveux et nièces, Tatiana et Mathieu Dolgorouky, ses beaux-enfants, et toute sa famille de cœur, ont l'immense tristesse de faire part du décès soudain de Héléne Feldhandler, survenu le 17 mai 2025, à Paris, à l'âge de soixante-seize ans. Les obsèques ont eu lieu le mardi 27 mai à 16h au cimetière parisien de Bagneux. Contact : elviredolgo@yahoo.fr ■



disparition soudaine. Bien connue des anciens des colos, nous avons eu le plaisir de la retrouver, elle et plusieurs de nos amis (Patrick, Alain...), décrivant les raisons de leur engagement, de nos engagements, dans le documentaire de Florence Johsua et Bernard Boespflug, «**Nous vengerons nos pères**» diffusé sur Public Sénat en 2017 ; documentaire qui explorait «*les parcours de militants antifascistes et internationalistes dans les années 1960, dont les parents avaient vécu l'horreur de la Seconde guerre mondiale*». Ce qui fut rappelé lors des prises de parole à ses obsèques, dans une atmosphère amicale, détendue, d'humour, de recul, de joie de vivre, et sur fond de musique de Kaddish et d'Internationale chantée en yiddish. Vive émotion ! Les équipes de l'UJRE et de la rédaction de la PNM présentent à la famille et à ses proches leurs plus affectueuses condoléances. ■

Nous nous souvenons bien d'Héléne, amie de nos jeunes années en colo de la CCE... et avons la grande tristesse de vous faire part de sa

MARCEL OPHULS



Nous apprenons la disparition de Marcel Ophuls alors que le journal va être bouclé. Fils de l'illustre cinéaste Max Ophuls, Marcel fut un grand exilé : né en Allemagne, qu'il quitte à cinq ans pour venir avec son père en France à l'arrivée des nazis. Ils doivent fuir en 1941 pour les États-Unis, puis retour en France et nouveaux départs en Suisse et en Allemagne, après avoir été censuré pour des coréalizations à l'ORTF...

La sortie du film *Le Chagrin et la Pitié*, longtemps interdit à la télévision et produit par les Suisses, provoqua un séisme dans le tissu national par la représentation d'une France qui avait jeté le voile sur la collaboration, à l'heure où Papon, ministre du Budget, et Bousquet étaient encore présents dans l'appareil politique et où Paul Touvier était protégé par l'Église.

On accusa Marcel Ophuls de porter atteinte à la Résistance, mais c'est oublier qu'il donna aussi la parole à Claude Levi, ancien FTP – pour témoigner du rôle des autorités politiques de Vichy et de la police dans la déportation des Juifs – et à des résistants anonymes d'Auvergne, comme les frères vignerons de Graves.

Ophuls montrait à la France, sur fond d'une chanson de Maurice Chevalier, la «*défaite programmée*» par Vichy, et dans un formidable travail de montage à chaud, confrontait le présent au passé de la France.

Il poursuivit, toujours sans concessions, par un film sur Nuremberg et sur ses séquences : *The Memory of Justice* (USA, 1976), et encore une fois par un implacable documentaire sur le procès de Klaus Barbie : *Hôtel Terminus (The Life and Times of Klaus Barbie)*, USA, 1988). Il fallait ici lui rendre hommage. ■

DOS YIDISH VINKL - דאס יידיש ווינקל

Bon rétablissement à notre collaboratrice, Regina, qui n'a pu ce mois-ci, nous livrer sa rubrique du *yiddish vinkl* (le coin du yiddish). ■ PNM



Communiqué



DE NOUVEAUX ACTES ANTISÉMITES

Le Mémorial de la Shoah, deux synagogues et un restaurant, situés dans le centre de Paris, ainsi qu'une troisième synagogue dans le XX^e arrondissement, ont été aspergés de peinture verte dans la nuit de vendredi à samedi 31 mai.

Ces actes antisémites insupportables confirment, s'il en est encore besoin, que l'antisémitisme en France n'est pas un phénomène résiduel, bien au contraire.

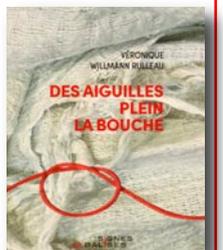
Les auteurs de ces actes de vandalisme ne s'en prennent pas uniquement à des lieux de culte. Par ces actes abjects, en prenant pour cible le Mémorial de la Shoah, ils salissent un haut lieu de la mémoire qu'il est indispensable de protéger par tous les moyens.

Hasard ou pas du calendrier, ces dégradations interviennent dans la période où nous célébrons la Journée nationale de la résistance, l'anniversaire de la Victoire contre les nazis et leurs collaborateurs pétainistes et, prochainement, celui de la Libération de la France.

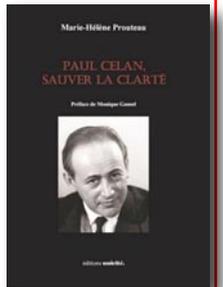
L'UJRE condamne avec la plus grande fermeté ces profanations et réclame avec vigueur que les autorités fassent toute la lumière et que les coupables soient jugés de façon exemplaire. ■ UJRE 01/06/2025

DES LIVRES À LIRE POUR QUE VOTRE ÉTÉ SOIT ENCORE PLUS BEAU

Des aiguilles plein la bouche. À la mort de la mère, le père a demandé à la fille aînée de vider les armoires. Tissus, ouvrages inachevés, vêtements entassés encombrant les étagères. Mais s'agit-il vraiment de débarrasser les placards ou plutôt d'explorer un passé enfoui qui libère ses secrets ? **Véronique Willmann Rulleau** poursuit son cheminement parmi les images mentales qui se mêlent aux souvenirs. Dans ce deuxième roman, elle donne la voix à trois générations de femmes, liées par le silence plutôt que par le dialogue. Éd. Signes et Balises, 2025, 226 p., 20 €.



Paul Celan, Sauver la clarté. Sauver la clarté nous emmène dans une déambulation littéraire entre les poèmes de Paul Celan, une de ses traductions de Mandelstam, les *Aphorismes de Kermorvan* ou des lettres à ses amis et à son épouse, la graveuse Gisèle Celan-Lestrange. Dans cette soif de vivre, c'est une «*calligraphie de lumière*» qu'a su détecter Marie-Hélène Prouteau, écrit dans la préface Mireille Gansel. Éd. Unicité, 2024, 142 p., 14 €. ■ BC (Suite en pages 5 et 6)



VIE DES ASSOCIATIONS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'U.J.R.E.

LE 7 JUIN 2025 À 14H30, 14 RUE DE PARADIS PARIS 10°

Dans une période de turbulences internationales où les guerres tuent sur presque tous les continents, d'inquiétudes pour notre pays où les actes et paroles antisémites ne cessent d'augmenter alors que l'extrême droite se trouve aux portes du pouvoir, être membre de l'UJRE revêt une immense importance.

Autant de raisons qui rappellent l'importance de participer à son assemblée générale et même, pourquoi pas, d'être candidat à l'élection des membres de son bureau.

– Verre de l'amitié à 17h. –



LA PRESSE NOUVELLE

Magazine Progressiste Juif fondé en 1934

Éditions :

1934-1993 : quotidienne en yiddish, *Naïe Presse* (clandestine de 1940 à 1944)

1965-1981 : hebdomadaire en français, **PNH** depuis 1982 : mensuelle en français, **PNM** éditées par l'U.J.R.E

N° de commission paritaire 062 9 G 89897

Directeur de la publication
Henri Blotnik

Rédacteur en chef
Bernard Frederick

Administration - Abonnements
Secrétaire de rédaction
Tauba Alman

Rédaction - Administration
14, rue de Paradis
75010 PARIS

Tel : 01 47 70 62 1 6

Courriel : lapnm@orange.fr

Site : <http://ujre.fr>

(bulletin d'abonnement téléchargeable)

Tarif d'abonnement

France et Union Européenne :

6 mois 35 euros

1 an 70 euros

Étranger (hors U.E.) 80 euros

L'UJRE met fin à tout abonnement PNM non réglé 3 mois après son rappel d'échéance.

IMPRIMERIE AQUARELLE
14 Rue du Ballon 93160 Noisy

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je souhaite m'abonner à votre journal
"pas comme les autres"
magazine progressiste juif.

Je vous adresse ci-joint mes nom, adresse postale, date de naissance, mël et téléphone

PARRAINAGE
(10 € pour 3 mois)

J'OFFRE UN ABONNEMENT À :

Nom et Prénom

Adresse

Téléphone

Courriel

FRANCE-ISRAËL : de DE GAULLE À MACRON

par **Dominique Vidal***

Il aura fallu dix-neuf mois de guerre génocidaire contre Gaza pour que Benjamin Netanyahu soit menacé de sanctions. Tandis que l'Union européenne envisageait de suspendre son accord d'association avec Israël, Emmanuel Macron, de retour du Caire, évoquait une reconnaissance de l'État de Palestine en juin prochain.

Le 9 avril, Emmanuel Macron a annoncé la « reconnaissance » de l'État de Palestine par la France, sans doute en juin, à l'occasion de la conférence qu'elle doit coprésider avec l'Arabie Saoudite à New York. Cette démarche n'est certes que « possible », et elle doit, de surcroît, « permettre aussi à tous ceux qui défendent la Palestine de reconnaître à leur tour Israël, ce que plusieurs d'entre eux ne font pas ». Conditionnelle, cette perspective, si elle prend corps, marquera un tournant de la politique française au Proche-Orient. Mais ce ne sera pas le premier...

Après la Seconde Guerre mondiale, par crainte que l'appui au mouvement sioniste ne compromette ses positions dans le Maghreb, Paris exprime ses réserves sur la question de la Palestine. Sous pression américaine, le délégué français à l'ONU vote, le 29 novembre 1947, le plan de partage de la Palestine. Suivent presque deux décennies où la France sera le plus proche allié d'Israël. Cette proximité résulte d'une culpabilité dans le génocide des juifs, mais aussi d'une communauté de lutte entre dirigeants français et israéliens face au nationalisme arabe. L'intervention israélo-franco-britannique de Suez (1956) devient leur lune de miel. La France aidera même Israël à se doter de l'arme nucléaire.

Le général de Gaulle réagit à la guerre de 1967 par une vision prémonitoire : Israël, affirme-t-il « organise, sur les territoires qu'il a pris, l'occupation qui ne peut aller sans oppression, répression, expulsions ; et il s'y manifeste contre lui une résistance qu'à son tour il appelle terrorisme ».

La guerre d'Algérie terminée, la France redéfinit sa politique arabe, tout en prenant des distances avec les États-Unis : Paris quitte l'organisation militaire intégrée de l'OTAN. Les trois premiers successeurs du général de Gaulle resteront fidèles à son inspiration proche-orientale : ils mettront en avant le droit des Israéliens et des Palestiniens à l'existence et à la sécurité. De Gaulle ne parlait évidemment pas encore d'État palestinien, et Georges Pompidou non plus ; Valéry Giscard d'Estaing évoque leur droit à une « patrie » et inspire l'excellente déclaration, dite de Venise, de la Communauté européenne.

François Mitterrand, le premier, se prononce pour un État palestinien lors d'un discours à la Knesset, en mars 1982, deux mois avant l'invasion israélienne du Liban... Déterminé à préserver les chances d'une négociation avec l'OLP, Mitterrand envoie fin août un bateau sauver à Beyrouth Yasser Arafat et ses *fedayin*. Ce départ et la disparition de la Force multinationale laissent sans protection la population palestinienne des camps du sud de Beyrouth. Sharon la livre aux Phalangistes qui y massacrent les civils de Sabra et de Chatila.

Jacques Chirac s'inscrit progressivement dans la tradition gaullienne, reprenant à son compte les différentes clés du problème : droit à l'existence et à la sécurité d'Israël, droit des Palestiniens à un État, centralité de la question palestinienne dans le conflit israélo-arabe. Contrairement à d'autres, il va manifester spectaculairement son orientation.



2020. Emmanuel Macron et Meyer Habib au Mur des lamentations.

On se souvient de sa visite à Jérusalem en 1996, où il s'en prend au Service de sécurité israélien. L'engagement chiracien culminera, avant et pendant la guerre contre l'Irak, lorsque la France se propulsera à la tête d'opinions et de gouvernements du monde qui s'y opposent.

Tout cela sembla remis en question avec l'élection de Nicolas Sarkozy. Encore ministre de l'Intérieur, celui-ci avait invité à Paris, en décembre 1995, le ministre israélien de la Sécurité publique, Gideon Ezra, et le chef de la Police, Moshe Karadi afin, selon *Haaretz*, d'exposer « à leurs homologues français la leçon qu'ils tirent de la répression des émeutes dans leur propre pays ». Puis la diplomatie française fera silence sur la répression quotidienne en Palestine et impulsera une coopération de plus en plus étroite avec Tel-Aviv. La participation d'Alstom et de Veolia à la construction du tramway reliant Jérusalem à ses colonies – que la France a toujours considérées comme illégales – relève de la schizophrénie.

Le symbole de la volte-face de la politique française, c'est la visite de Sharon à Paris en juillet 2005 : Jacques Chirac a déroulé le tapis rouge à celui qui, peu avant, dénonçait « l'antisémitisme de la France » et appelait les Juifs français à immigrer en Israël. En fait, le président français entendait sans doute donner des gages à la direction états-unienne, après le redoutable *France's bashing* opposé par Washington à l'hostilité de Paris à la guerre d'Irak.

La victoire du Hamas aux élections législatives palestiniennes du 25 janvier 2006 alimente cette évolution : non seulement Paris refuse tout contact avec le nouveau gouvernement comme les députés du mouvement, mais la France vote, début avril 2006, la suspension pour un temps de l'aide de l'UE aux Palestiniens...

Après l'attaque cérébrale de Sharon, les médias se sont attachés à transformer ce criminel de guerre en saint – ou presque. Au terme de sa vie, après avoir attaché son nom à une série de massacres – Kibya (1953), la passe de Mitla (1956), Gaza (1971), sans oublier la reconquête sanglante de la Cisjordanie (2002) –, Sharon se serait converti au pacifisme pour prendre la « décision courageuse » du retrait de Gaza. « Erreur d'optique, répond alors l'historien israélien Tom Segev : « Il n'y avait pas de "nouveau Sharon" se révélant, au soir de sa vie, épris de paix. Ariel Sharon est resté identique à lui-

même : un général qui regarde les Palestiniens à travers le viseur de son fusil et qui les considère comme des ennemis et non des partenaires. »

Le retrait israélien est une manœuvre assumée. Comme l'avoue Dov Weissglas, le plus proche conseiller de Sharon : « Quand vous gelez ce processus de paix, vous empêchez la création d'un État palestinien et une discussion sur les réfugiés, sur les frontières et sur Jérusalem. »

Successeur de Sharon, Ehoud Olmert poursuit le même cours. Son objectif ? Fixer les frontières définitives d'Israël ; s'accaparer les grands blocs des colonies et de la vallée du Jourdain, ne laissant à l'éventuel État palestinien que la moitié de la Cisjordanie délimitée par le Mur – la « barrière de sécurité » devenant la ligne avancée de l'annexion. Bref, Ehoud Olmert entend, comme son prédécesseur, redessiner unilatéralement le paysage proche-oriental.

Pour la communauté internationale, ce serait un virage à 180 degrés. Depuis les armistices de 1949, des centaines de résolutions de l'ONU – dont celles, contraignantes, du Conseil de Sécurité – ont défini le cadre d'une solution du conflit : une négociation pour la création d'un État palestinien indépendant et viable sur les territoires occupés par Israël en 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale, le démantèlement des colonies et une juste solution du problème des réfugiés.

Élu président en 2012, François Hollande accentue dès 2013 le tournant pro-israélien de Sarkozy. Lors d'une soirée au domicile de Netanyahu, il déclare : « J'aurai toujours un chant d'amour pour Israël et pour ses dirigeants ». L'année suivante, il apporte son soutien à la nouvelle guerre de *Tsahal* contre Gaza et tente même, avec son Premier ministre, Manuel Valls, d'interdire les manifestations hostiles au massacre.

Une photo résume le premier mandat d'Emmanuel Macron : datée de janvier 2020, elle le montre, kippa sur la tête, devant le Mur des lamentations, avec à ses côtés le député du Likoud à l'Assemblée française, Meyer Habib... Après le 7 octobre, Macron suggérera la constitution d'une coalition internationale contre le Hamas, qu'aucun de ses homologues ne reprendra. Il lui faudra dix-neuf mois pour annoncer la reconnaissance de l'État palestinien, exigée de longue date par l'Assemblée et le Sénat. Plus net, son ministre des Affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, déclare le 20 mai : « La situation est insoutenable parce que la violence aveugle et le blocage de l'aide humanitaire par le gouvernement israélien ont fait de Gaza un mouvoir, pour ne pas dire un cimetière. (...) Cela doit cesser parce que c'est une atteinte profonde à la dignité de la personne humaine, c'est une violation absolue de toutes les règles du droit international et c'est contraire à la sécurité d'Israël. (...) car qui sème la violence récolte la violence. »

Emmanuel Macron tiendra-t-il cette promesse ? ■
26/05/2025

* Dominique Vidal, journaliste et historien, auteur, avec Philippe Rekacewicz, de *Palestine-Israël. Une histoire visuelle*, Éd. Le Seuil, Paris, 2024, 256 p., 33 €.

L'ESPRIT DE RÉSISTANCE FACE AUX POLITIQUES D'AUSTÉRITÉ

par **PATRICK KAMENKA**

(Suite de la Une)

... **D**'autant que la CGT appelle à la mobilisation ce **5 juin**, cette réforme ne passant pas : 69 % des Français sont favorables à un référendum à ce sujet. « *Ce combat est iconique, car il départage ceux qui au fond veulent des retraites individualistes par capitalisation et ceux qui défendent le collectif, la fraternité, la répartition* », juge le député communiste.



Ce choix politique sur le plan social fait écho à ceux qu'a vantés le chef de l'État dans le domaine économique à l'occasion de l'initiative « *Choose France* » mise en place depuis 2018 afin de séduire les grands patrons de multinationales et les inciter à investir dans l'Hexagone pour réindustrialiser le pays et créer des emplois. Mais malgré le fastueux accueil de quelque 200 patrons sous les ors du château de Versailles, il y a loin de la coupe aux lèvres. Le nombre de projets d'implantation accuse une chute de 14 % pour 2024, selon le cabinet EY. En 2024, 29 000 emplois devaient voir le jour par le biais de ces investissements étrangers mais en réalité le processus est en baisse de 30 % sur un an, selon *l'Humanité* du 19 mai.

Globalement, le **recul de l'emploi industriel se poursuit avec les plans de suppression d'emplois par centaines, d'ArcelorMittal à Michelin, en passant par Valéo et Vencorex, confirmant les craintes de la CGT qui a recensé quelques 300 plans de suppression d'emplois depuis septembre 2023.** Face à l'urgence, la CGT exige le contrôle des aides publiques versées aux entreprises et un moratoire pour stopper les licenciements. **À ce propos, dans sa lettre hebdomadaire, l'ancien député européen Patrick Le Hyaric s'insurge contre le fait qu'au moment où Trump accentue les guerres des capitalismes, dont tous les peuples du monde seront les victimes, nos géants nationaux choisissent le camp antinational et « passent de l'autre côté de l'océan ».** À l'instar du groupe pharmaceutique Sanofi qui « *après avoir englouti ces dix dernières années un milliard d'euros de crédit impôt-recherche, sans avoir été capable de fournir un vaccin pendant la pandémie et liquidé un million d'emplois, l'entreprise va «investir au moins 20 milliards de dollars*

aux États-Unis d'ici 2030», tout en cédant le *Doliprane* au fonds américain CD&R », note-t-il. Ce climat national délétère au plan social et économique est également marqué politiquement par les graves outrances du ministre de l'Intérieur Bruno Retailleau, qui vient de prendre la présidence du parti de droite, les Républicains (LR). Avec comme antiennes, jusqu'à l'obsession, les questions sécuritaires et migratoires, quitte à mettre en cause l'État de droit qu'il ne trouve « *pas intangible ni sacré* » et à contester le droit du sol.

Dans la perspective 2027, il entre visiblement en concurrence avec son collègue du gouvernement, le ministre de la Justice Gérard Darmanin qui n'hésite pas à faire de la surenchère en annonçant un retour au « *baigne* » en Guyane avec l'annonce de la création d'une prison de haute sécurité de 500 places dans la jungle guyanaise pour isoler les narcotrafiants les plus dangereux. Dans la même veine ultra-sécuritaire, Laurent Wauquiez, le perdant du match contre Retailleau, s'était auparavant illustré en appelant à enfermer les étrangers sous OQTF (obligation de quitter le territoire) à Saint-Pierre-et-Miquelon...

Au-delà de ces joutes entre prétendants supposés aux présidentielles de 2027, le contexte international pèse lourdement sur les choix budgétaires avec en perspective un renforcement de l'austérité sous prétexte d'une « *menace* » de la Russie pour la France et l'Europe, selon la vision du chef de l'État. La traduction de ces choix macroniens se concrétise par une marche vers l'économie de guerre avec une augmentation du budget de la défense de 50 milliards d'euros en 2025 à 67 milliards en 2030. L'impact négatif sur les droits sociaux sous le prisme des « *nécessaires* » sacrifices en raison des menaces extérieures est limpide avec la petite musique du « *travailler plus* »... Une justification de plus aux choix du gouvernement Bayrou d'imposer aux Français une cure d'austérité de 40 milliards d'euros pour réguler « *l'excès de dépenses publiques* ».

« *La guerre est un bon prétexte pour réduire les droits sociaux et environnementaux, et pour essayer de convaincre les populations que, au prétexte de l'effort qu'elle implique, il n'y a pas de possibilité de lutte en faveur des droits sociaux* », analyse Fabienne Rouchy pour le bureau confédéral de la CGT (NVO mai 2025).

Face au projet de TVA sociale que l'on prête au gouvernement Bayrou, Sophie Binet a lors d'une conférence de presse dénoncé la manœuvre en ces termes : « *Ils rebaptisent l'injustice fiscale en TVA sociale... c'est le recyclage d'une vieille arnaque* ». ■ 27/05/2025

TÉMOIGNAGE SUR GAZA

« Depuis 72 jours, Gaza et sa population ont été privées de toute nourriture : pas un seul morceau de pain, pas une seule goutte d'eau, pas un seul médicament n'a pu entrer à Gaza », témoigne le Dr Mustafa Barghouti, président de l'association **PMRS** (Palestinian Medical Relief Society), invité à Paris le 13 mai dernier par le Secours populaire français (SPF).

Le Dr. Barghouti, dont l'association travaille en partenariat avec le SPF depuis 1979, n'hésite pas à parler de la volonté du gouvernement Netanyahu de pratiquer par l'arme de la faim « *un nettoyage ethnique* » et de vouloir « *vider la population de l'enclave* ».

Selon le président de PMRS, un million de Gazaouis « *sont menacés de famine dont 100 000 enfants victimes de malnutrition* ». De plus, « *le manque d'eau potable provoque le développement d'infections : on compte ainsi 112 000 cas d'hépatite et de nombreux enfants sont victimes de polio du fait de l'absence des vaccins que les Israéliens refusent de laisser passer. Alors même que les soldats israéliens à Gaza ont été vaccinés devant ces risques d'épidémie* », a poursuivi le Dr. Barghouti.

Pour venir en aide aux Gazaouis, une soixantaine d'équipes médicales composées de médecins, d'infirmières, de personnels médicaux et de bénévoles du PMRS travaillent dans l'enclave au péril de leur vie. Plusieurs centres de PMRS ont été partiellement ou totalement endommagés par les tirs israéliens.

Il signale à ce propos un cas dramatique qui résume la situation à Gaza : « *Un enfant de cinq ans qui a eu les deux mains coupées dans un bombardement a demandé à son père si, en grandissant, il pourrait retrouver ses mains !* ».

Aujourd'hui, l'on compte à Gaza 62 000 morts, quelques 10 000 corps disparus sous les ruines et quelques 112 000 blessés, dont de nombreux risquant de mourir faute de soins. Parmi les blessés, de nombreux cas de cécité, précise le médecin qui dénonce la quantité de bombardements qui atteignent 50 kg. d'explosifs par habitant dans l'enclave.

« *Les Palestiniens ont-ils les mêmes droits humains que les autres peuples ?* », clame Mustafa Barghouti devant le calvaire enduré par les Gazaouis, mais aussi par la population de Cisjordanie où travaille l'association.

Et de s'interroger sur le rôle de la communauté internationale : « *Où sont passées les grandes voix européennes qui nous parlaient systématiquement de droit international, de droit des peuples, de droit humanitaire ?* ». « *Des sanctions ont été appliquées contre la Russie en raison de la guerre en Ukraine, mais pour Israël, c'est l'impunité* », juge-t-il.

Pour sa part, Henriette Steinberg, la secrétaire générale du Secours populaire français, a réitéré les appels du SPF au « *réveil de notre conscience universelle* ». ■ PK 22/05/2025

LIBRE. QUAND UN SOLDAT DE LA WEHRMACHT ET SON PRISONNIER JUIF DEVIENNENT FRÈRES

lu par **BÉATRICE COURRAUD**

Comment être Allemand, sous-officier de la Wehrmacht, homosexuel, devenir un héros, un *mentsch*, en sauvant cinq jeunes Juifs d'une mort certaine, puis ensuite être ami avec l'un d'eux pour la vie ? C'est ce que Sylvia Beretvas [1] nous conte avec brio dans son livre « *Libre* ».

Nous sommes à Tunis pendant la Seconde Guerre mondiale. La famille Beretvas est juive. Léopold et sa femme Renée avaient fui la Hongrie d'où ils étaient originaires, sous leur vrai nom de Steiner – pour l'Italie. C'est là que naît, en 1920, leur premier enfant, Luigi, futur père de Sylvia Beretvas. La demande des Beretvas pour immigrer en Palestine échoue, et ils optent pour la Tunisie. Léopold exercera le métier de médecin. Renée et lui auront trois enfants qui suivront leurs études dans un lycée italien. Luigi obtiendra son Bac en 1937 et deviendra lui aussi médecin.

La Tunisie est occupée par les Allemands en 1942. Les Juifs tunisiens souffrent particulièrement de l'Occupation. Ils subissent les mesures antisémites des nazis, des supplétifs de Vichy et des fascistes italiens. Port de l'étoile jaune, restrictions, humiliations, famine, déportation dans des camps de travail [2].

C'est à ce moment-là que Luigi Beretvas décide, avec quatre de ses camarades, de fuir pour rejoindre les forces alliées, mais les cinq jeunes gens sont arrêtés en chemin sur dénonciation et accusés d'espionnage au profit de l'ennemi.

C'était sans compter sur la chance, en la personne de Richard Abel, sous-officier allemand, qui a la charge de garder les prisonniers. Richard se lie d'amitié avec Luigi et, au moment où l'ordre est donné de faire fusiller les cinq jeunes gens, Richard Abel décide de les sauver du peloton d'exécution en leur fournissant des armes et en les aidant à s'échapper, leur permettant ainsi de rejoindre l'armée britannique. Richard sera ensuite protégé par les parents de Luigi qui l'accueilleront chez eux et l'adopteront comme leur fils.

Sylvia Beretvas a minutieusement rassemblé les journaux et les lettres de son père, de son grand-père Léopold, de son oncle Richard Abel. Elle a rassemblé les pièces de ce grand puzzle pour en faire un kaléidoscope

qui réunit des hommes et des femmes fiers et droits, et surtout deux hommes : Luigi et Richard, deux êtres dissemblables de par leur origine, leur caractère et leurs aspirations, et pourtant frères, pour leur rendre un puissant hommage.

Ce travail de retranscription et d'écriture qu'elle réussit à faire après des années d'hésitation sera pour elle à la fois un acte de reconnaissance envers ces deux hommes, envers ses grands-parents, mais aussi une délivrance.

En effet, Sylvia Beretvas réussira à se libérer de l'emprise d'un père autoritaire et tout puissant et à faire apparaître un autre visage, celui d'un homme, certes inflexible et rigide, mais d'une force de caractère et d'un courage exemplaires. C'est aussi pour elle la possibilité à la fois de révéler et de se révéler par l'écriture.

Libre se lit comme un roman. Il est très astucieusement composé avec, pour chaque histoire racontée par les protagonistes, des caractères de police différents, ce qui nous permet de ne pas nous égarer dans les méandres d'un livre aux événements et rebondissements multiples.



Richard et Luigi dans les années 80

Cette quête de la vérité, la reconstitution des faits et la transmission à travers la retranscription des témoignages de chacun des protagonistes, à laquelle s'ajoute sa propre parole faite de ses propres questionnements, tissent les fils d'une amitié indéfectible qui durera jusqu'à la mort de Luigi en 1991.

Le journal de Richard Abel est rédigé de manière simple et détaillée, sous laquelle perce une certaine mélancolie.

Richard navigue de l'enfance – l'école, les relations et liens familiaux, l'environnement, le dur apprentissage du métier de tapissier, les rencontres, la découverte de son homosexualité, la montée du nazisme –

, à sa rencontre avec Luigi et ses parents, son acte d'héroïsme, puis la fuite et ses arrestations et internements dans de terribles conditions, d'abord au Maroc, puis aux États-Unis et enfin, en Angleterre. Il échappe à la mort grâce à une dent en or que sa mère de cœur – qu'il appelle « Mamina » et envers laquelle il ressent une grande tendresse – lui offrira, dent qu'il cachera dans la doublure de son vêtement, et dont il se séparera pour avoir la vie sauve.

Après avoir fait de nombreux voyages et mené une existence libre au cours de laquelle il a pu vivre pleinement ses amours homosexuelles, il s'installera en Allemagne où il mourra en 1991. Les dernières années de sa vie se déroulent dans un quasi-total isolement, au sein d'une maison austère, peuplée de souvenirs, hantée par les fantômes de Luigi, de ses amis, de ses amants, mais il restera toujours en contact avec sa famille d'adoption, surtout avec sa nièce Sylvia Beretvas, qui s'adresse ainsi à lui en fin de « *Libre* » :

« *Je m'étais mise en route pour te faire un tombeau de papier. Pour que tes enfants et petits-enfants adoptifs, ceux dont tu avais permis l'existence, t'inscrivent dans leur mémoire. Mon livre voulait faire entendre le solo de ta voix claire. D'autres chants s'y sont mêlés, et la pavane est devenue rhapsodie (...).*

Richard Abel a obtenu, le 2 janvier 1969, la médaille de Juste parmi les Nations. ■

[1] **Libre - Quand un soldat de la Wehrmacht et son prisonnier juif deviennent frères, de Sylvia Beretvas**, Éd. L'Harmattan, *Graveurs de Mémoire*, 2025, 220 p., 23 €. **Sylvia Beretvas** est née à Saïgon.

Des déménagements successifs l'ont menée, enfant, au Cambodge, en Suisse puis en France où elle vit depuis l'âge de six ans. Agrégée d'anglais, après une carrière dans l'enseignement, c'est son premier livre. Elle partage sa vie entre le chant, la sculpture et l'écriture.

[2] « *À la veille de la Seconde Guerre mondiale, 90 000 Juifs vivaient en Tunisie. Entre novembre 1942 et mai 1943, le pays fut occupé par les forces de l'Axe. Les Juifs connurent alors l'angoisse, les rançons, les pillages, les souffrances du travail forcé et des dizaines de morts* » (Serge Klarsfeld).



À LIRE CET ÉTÉ...

QUE PEUT LA PHILOSOPHIE FACE AUX CATASTROPHES ?

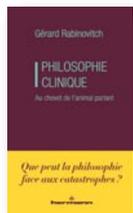
« *Mal nommer les choses c'est ajouter au malheur du monde.* »

Albert Camus.

Le livre de Gérard Rabinovitch [1], *Philosophie clinique au chevet de l'animal parlant* (Hermann éditeurs, 2024), tout en se situant à la fois par rapport aux traditions hébraïque et grecque, analyse comment la novlangue du management, du marketing et de l'informatique (mots et sigles) accumule non seulement les confusions lexicales (Juif–Israélien) et sémantiques (Résistance–Terrorisme), mais aussi les anathèmes (génocide–nazi, ghetto–extermination). Ce langage contemporain devenu commun est une langue qui domestique et petit à petit, rend acceptable un devenir machine, un couplage neurodigital, une condition de rouage. Avec cette nouvelle langue, « *il s'agit de remplacer le gouvernement des hommes par l'administration des choses* » (Saint-Simon). Et les médias – par paresse ou corruption – se font contrebandiers de ce crime qui induit une anémie collective.

Un livre dés-espérant ? Non. Avec l'éloge des poètes et des humoristes, cet essai nous alerte sur notre façon de parler et de nous parler, pour contribuer à affronter les fracas mortifères de notre espèce humaine. ■ **Edith DP**

[1] Philosophe, sociologue, directeur de l'Institut européen Emmanuel Levinas de l'Alliance Universelle Israélite et vice-président de l'Institut universitaire Rachi de Troyes.



LA CROISADE DES COCHONS

Voici « *une fable animalière, c'est à dire une fable créée par des animaux, destinée à des animaux, mais mettant en scène des humains* » [1].

En dix chapitres : 1. Drôle de rencontre en milieu humide. 2. Le rôle méconnu du porc dans les relations franco-allemandes. 3. Deux hermétismes mitoyens. 4. Juges et cochons. 5. Un rat nommé Morphale. 6. Tiens c'est Marcel. 7. En route ! 8. L'allemand c'est de l'hébreu ! 9. Les ambassadeurs du *No Man's Land*. 10. Avant le commencement.

Parce qu'« *avant le commencement, les hommes ne travaillaient ni le bois, ni la terre, ni le fer et ni la pierre. Ils ne produisaient que des idées... Mais les idées d'alors ne ressemblaient pas à celles d'aujourd'hui. C'étaient des "idées haut". Et si par hasard, inadvertance ou accident l'une de ces «idées haut» réussissait à s'échapper et retombait au sol, on appelait ça un signe, un miracle, une révélation, et l'on ne s'en inquiétait pas davantage... Quant aux hommes, ils se sentaient désormais libres et légers. (...) Comment se fait-il que l'homme allégé soit devenu encore plus indigeste et souvent plus imbuvable que l'homme entier ?* »

Pour sourire et alerter aussi. ■ **Edith DP**

[1] **Pierre Cleitman, La Croisade des cochons** (Éd. Roudenir Gra fik, 2025).



L'ÉGLISE ET L'ANTISÉMITISME

L'histoire de l'Église catholique, apostolique et romaine est marquée par un virulent sentiment contre le judaïsme et donc contre les Juifs. La trahison de Judas est le fondement de cette attitude (qui va à l'encontre de *l'Évangile de Judas*, texte apocryphe qui en fait le disciple privilégié du Christ).

Au début, le christianisme est une affaire strictement juive. À l'époque, plusieurs sectes s'opposaient, la religion hébraïque étant en proie à des crises nombreuses qui sont venues s'ajouter à la volonté de s'opposer aux Romains, qui respectaient toutes les formes de religions, mais qui imposaient que l'on considérât l'empereur comme une entité divine, ce qui était absolument incompatible avec les principes du judaïsme.

Puis il y eut l'affaire de **Saül de Tarse**, ville de Cilicie. On l'a ensuite appelé Paul. Celui-ci était issu d'une famille pharisienne très croyante. Il avait pour mission de chasser les premiers chrétiens (dits hellénisés). Il eut une vision sur le chemin de Damas où le Seigneur s'est révélé à lui, par une lumière éblouissante qui l'a rendu aveugle, et lui a parlé en lui reprochant ses actions. Il a poursuivi son chemin et s'est hâté de relater son expérience aux rabbins de la synagogue. Il leur expliqua que Jésus de Nazareth était le Sauveur. Ceux-ci n'ont pas prêté foi à ses propos. Il a alors fait la connaissance d'Ananias de Damas qui l'a cru et l'a encouragé à entreprendre une mission de par le monde pour convertir les païens et les juifs.

L'universalisme du christianisme signe une rupture définitive avec le monde hébraïque, et les séjours successifs de Paul à Jérusalem n'ont pas été dans le sens d'un rapprochement. Ses épîtres, qu'il a prononcées au Moyen et Proche-Orient et en Europe ont eu un impact profond et les conversions se sont multipliées. Il s'est fait baptiser. Ce qui différencie son idée du christianisme, c'est qu'elle était universelle. Ils sont en partie reproduits dans les *Actes du Nouveau Testament* et l'ont fait considérer comme le nouvel apôtre après la mort et la résurrection du Christ (ce qui n'a pas été reconnu par tous avant le V^e siècle).

La seconde étape (Paul n'est là que le précurseur

d'une rupture) est la convocation du concile œcuménique de Nicée en 325 par l'empereur Constantin. Les évêques ont dû y définir les grandes lignes de la théologie, qui accentuent la séparation avec tout ce que représentent les croyances et les rites rabbiniques, surtout depuis la destruction du second temple en 70. La liturgie change et les sages instituent la *birka haMinim*, qui exclut tous les juifs chrétiens qui prononcent la parole *Amen* après la fin d'un discours.

Parallèlement, l'hérésiologie fait aussi son chemin dans la sphère chrétienne. Cette littérature condamne sans appel ceux qui dévient des dogmes institués par l'Église (saint Augustin a écrit environ cent-cinquante livres sur la question, de même saint Ambroise). Elles ont pu vivre en paix sous les mérovingiens, les carolingiens. Le pape Grégoire le Grand a conseillé la conviction plutôt que la violence, et cela jusqu'au XI^e siècle.

Les croisades ont bouleversé la donne et l'on a commencé à expulser les Juifs de France. Ils n'ont plus le droit de séjour à partir de 1384. La grande peste noire, apparue vers 1346, dont les Juifs ont été accusés de diffuser les miasmes, en particulier en empoisonnant les puits (alors qu'elle venait d'Asie centrale) les a obligés à partir vers l'Est de l'Europe. Le pape Calixte II, en 1120, avait pourtant émis une bulle incitant à la modération et non à la conversion de force.

Mais Alexandre III a eu une tout autre orientation et instauré le port obligatoire de la rouelle. Il adresse au roi de France une liste accablante de reproches faits aux Juifs. Innocent III, qui a convoqué le quatrième concile à Latran où ont été décidées une série de mesures discriminatoires (un vêtement spécial, un impôt qui est lié au port de la rouelle, l'interdiction de se montrer en public pendant la Semaine Sainte, etc).

Honorius III envoie une bulle à l'archevêque de Tolède en lui intimant l'ordre d'appliquer les règles du concile et en y ajoutant quelques autres interdictions.

En 1233, Grégoire IX a adouci ces mesures et ordonné qu'on ne confisquât plus le Talmud. Mais l'accès aux professions libérales et à la fonction publique est tou-

jours interdit. Le Talmud demeure lui aussi interdit. Innocent IV a disculpé les Juifs du meurtre rituel des enfants chrétiens. Cela a été confirmé par Alexandre IV et Grégoire X. Mais la situation s'est encore retournée et Honorius IV a exigé que le Talmud soit brûlé.

En 1346, Clément VI est revenu sur ce point et a fait traduire le Talmud en latin. Il a réfuté la conviction que la peste ait été un complot juif. En 1418, Martin V annule une bulle de Benoît XIII et condamne la campagne des Jésuites contre les Juifs. Pendant la Renaissance en Italie, la plupart des mesures anti-juives sont renouvelées et en 1555, Paul IV a décidé la construction d'un ghetto à Rome, près du Tibre. Il a de plus institué un sermon obligatoire délivré le samedi dans une église située près du ghetto. Le ghetto a existé jusqu'au jour où la papauté a perdu ses territoires en 1870. Les choses n'ont guère changé jusqu'à l'unité de l'Italie. Il y a eu quelques exceptions, comme Pie VI qui a décidé d'enlever les portes du ghetto. Mais la République romaine de 1848, qui l'a obligé de quitter le Saint-Siège et de demander l'aide militaire de Napoléon III, l'a fait revenir sur cette décision.

En définitive, tant que la papauté a eu un pouvoir temporel, la communauté juive a subi un traitement discriminatoire et même brutal. Et puis il y a eu des conflits absurdes : on a accusé Pie XII d'approuver les discriminations radicales du nazisme allemand. La pièce de théâtre, *Le Vicaire*, a eu un grand succès en défendant cette thèse. Or l'Église a beaucoup œuvré pour aider les Juifs de Rome.

Avec Jean XXIII, les conceptions de l'Église à l'égard des Juifs sont complètement revues. Il a fallu attendre 1988 pour que le pape se rende dans la grande synagogue (c'était la première fois dans l'histoire qu'un pape entraînait dans un tel lieu !) pour y lire un discours bref, mais remarquable condamnant l'attitude de ses prédécesseurs.

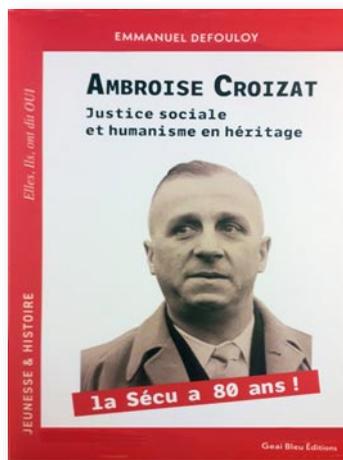
Il s'est rendu en Israël en l'an 2000 avec la même intention. ■

À LIRE CET ÉTÉ...

AMBROISE CROIZAT

Assurance-maladie universelle, retraites généralisées et solidaires, allocations familiales, médecine du travail, loi sur les accidents du travail, comités d'entreprise, fin de la discrimination légale des salaires des femmes... Tel est, en quelques mois de 1945-1946, l'héritage ministériel d'Ambroise Croizat (1901-1951). En 150 ans de République, aucun ministre du Travail n'a un tel bilan. Et ce ministre, syndicaliste CGT, communiste, il était... ouvrier !

Œuvre collective, impulsée par le Conseil national de la Résistance (CNR), notre Sécurité sociale fut conçue par le haut fonctionnaire Pierre Laroque, défendue et portée par la CGT, et mise en place par Croizat. Son ministère fut la rencontre entre un syndicalisme et une administration également visionnaires, pour bâtir une institution sociale dont le budget deviendra supérieur à celui de l'État. Avec



comme principe originel de solidarité : les besoins d'abord, le financement devant s'y adapter. Pas l'inverse.

Un temps oublié, Croizat connaît depuis quelques années un renouveau mémoriel, que cette biographie aux accents humains vient étoffer avec des lettres, des notes, des photos et d'autres documents inédits, avant et pendant sa période de ministre.

Gardien de cette mémoire et des archives familiales, son petit-fils Pierre Caillaud-Croizat, fil rouge du livre, s'efforce de partager avec toutes et tous cet « héritage qui nous est commun », et donc son aïeul : un « grand-père universel ».

Une biographie TOUT PUBLIC, à lire de 15 à 115 ans (que vous atteindrez grâce à la Sécu !). ■

* Emmanuel Defouloy, *Ambroise Croizat, Justice sociale et humanisme en héritage*, Éd. Geai Bleu, 05-2025, Poche, 12€.

QUAND LA FRANCE S'ÉVEILLERA À LA CHINE

Danielle Bleitrach, Marianne Dunlop, Jean Jullien et Franck Marsal viennent de publier aux Éditions Delga *Quand la France s'éveillera à la Chine**. Dans la préface qu'il a accordée aux auteurs, Fabien Roussel écrit : « *Que vous en partagiez ou non l'intégralité des thèses ou des arguments qui y sont développés, vous devriez être séduits par la démarche sincère, courageuse – parfois même téméraire ! – de ces auteurs qui revendiquent « servir le peuple » et partager avec lui, leur intérêt pour cet immense pays à l'histoire millénaire qu'est la Chine* ».

Un livre militant pour un monde multipolaire, contre toute hégémonie, pour la paix et le progrès social. ■ BF

* Éd. Delga, 2025, 340 p., 22 €



Théâtre LA CHRONIQUE de KAROLINA WOLFZAHN

QUE D'ESPOIR !

Né en Palestine, dans la banlieue de Tel-Aviv, en 1943, décédé à l'hôpital en 1999, **Hanokh Levin** a continué jusqu'à la fin d'écrire et de se soucier de création. Il a laissé une quantité impressionnante de pièces de théâtre (56), sketches, chansons, prose, poésie. Il a été l'un des fondateurs de la revue *Teatron* et militait pour le respect des droits des dramaturges ; son enfance dans une famille modeste, issue d'une lignée de rabbins hassidiques en Pologne, est marquée par la mort de son père, propriétaire d'une épicerie. Hanokh a 12ans et travaille comme livreur mais termine le lycée.

Dans les années 60 en Israël, la société a changé : les riches, les pauvres, ashkénazes et séfarades, ce n'est plus le Tel-Aviv de son enfance, qui inspirera la majorité de ses pièces. Il a inventé une écriture dramatique et les personnages cruels et égoïstes de ses comédies satiriques vivent en HLM, en couples qui se disputent, supportant médiocrité et manque d'espoir. Il provoque le scandale après la guerre de 1967, monte en 1968 le cabaret satirique « *Toi, Moi, et la prochaine guerre* », prévoyant les suites de l'occupation des territoires conquis. En 1970 « *Reine de la salle de bains* », humour mor-



dant pour les vainqueurs, est retiré de l'affiche après 19 représentations. Hanokh parle de la douleur humaine dans une forme théâtrale moderne, caustique, un incroyable feu d'artifice d'expressions, d'images, entouré par une équipe avec laquelle il exprime son amour du théâtre et son questionnement sur l'existence. « *Que d'Espoir* » est un montage de divers cabarets de l'auteur, où il montre son amour pour ses personnages, avec un humour noir qui parle aussi d'espoir dans cette vie vouée à l'échec final.

Valérie Lesort a composé un festival de textes de l'auteur et créé un univers de personnages décalés, extravagants, absurdes. Elle déclare : « *L'universalité du sujet, l'adversité des âges et des milieux sociaux des protagonistes, ce constat que nous sommes, finalement, tous égaux face à la mort, a éveillé en moi une idée ; je voudrais que les personnages se transforment à vue, qu'ils échangent certaines parties de leur corps et de leur visage...* ». Valérie Lesort, Céline Milliat-Baumgartner, Hugo Bardin, David Migeot sont prodigieux sur scène, accompagnés au piano par Charly Voodoo, qui a composé la musique des chansons écrites par

Hanokh Levin. Carole Allemand a créé des costumes, des masques, d'une inventivité remarquable. Elle a été récompensée trois fois par le Molière de la création visuelle.

Il ne faut pas manquer ce spectacle, pour ses textes, sa mise en scène, les comédiens, le visuel, on ne peut qu'applaudir. ■

* Théâtre de l'Atelier, 1 Place Charles Dullin, 75018 Paris. Durée 1h.10. Jusqu'au 28 juin. Résa : 01 46 06 49 24.

OHAD NAHARIN

Né en 1952 en Israël, le grand chorégraphe israélien*, mondialement connu, revient à Paris, ville où il a souvent présenté ses spectacles, avec une nouvelle version d'*Anafaza*. Celle-ci était sa pièce fondatrice, créée en 1993 pour la *Batsheva Dance Company* dont il était directeur depuis 1990.

Il a renommé *Anafaza* : *Naharin's virus* et sera à la Grande Halle de La Villette du 11 au 19 juillet 2025.



* Cf. *Ohad Naharin* paru dans *La Presse Nouvelle Magazine* n° 413 de février 2024.

Cinéma LA CHRONIQUE de LAURA LAUFER

RÉTROSPECTIVE CARLO LIZZANI

La Cinémathèque française a présenté durant le mois de mai une mini rétrospective des films de **Carlo Lizzani**, cinéaste italien trop oublié qui avait remporté le Grand Prix de Cannes 1954 avec la *Chronique des pauvres amants* où résistants et fascistes s'affrontaient en 1925. Celui qui assistait Roberto Rossellini sur le tournage du film *Allemagne année zéro*, en avait co-écrit le scénario et tourné la fin, Rossellini ayant dû s'absenter.

Lizzani, né en 1922, critique de cinéma, auteur d'une *Histoire du cinéma italien* remise à jour jusque dans les années 1980, était scénariste, réalisateur et producteur. Il avait rejoint la Résistance en 1943 et le Parti communiste où il milita jusqu'à la fin de ses jours en 2013. Son œuvre compte une cinquantaine de genres divers : drames, comédies, policiers, westerns, documentaires, où dominent les films sur le fascisme des années Mussolini, mais aussi un film puissant sur les jeunes néofascistes des années 1970, et deux films importants sur la Shoah en Italie :



di Roma - Traqués par la Gestapo (1961)

- *L'Or de Rome* (1961) ou *Traqués par la Gestapo* (titre français), fallait-il se soumettre, se compromettre ou se révolter et

se battre ? Malgré l'insertion de quelques éléments mélodramatiques, retrace de manière fidèle et bien documentée l'histoire tragique de la déportation des Juifs de Rome dans un film réaliste possédant une ampleur spectaculaire : en octobre 1943, le commandant nazi de Rome exige de la communauté juive, la livraison, en vingt-quatre heures, de cinquante kilos d'or, faute de quoi, deux-cents hommes seront arrêtés et emmenés en otages.

Le président de la communauté juive, appuyé du grand rabbin, convainc la population juive qui n'est pas très fortunée de rassembler cet or. L'appel à résister par le jeune David qui ne croit pas à la parole des nazis, n'est pas entendu. Chacun donne ses maigres biens : alliance, chaînette, étoile de David, *mezouzah*... L'or est recueilli, mais le commandement nazi avait déjà prévu l'arrestation de tous les Juifs de Rome pour les déporter vers Auschwitz. Seul David qui rejoint le maquis pour la libération de l'Italie entière sera sauvé.

- Le dernier film de Lizzani, *Hôtel Meina* (2007), s'inspire du premier massacre nazi de Juifs en Italie à l'automne 1943, adaptant le livre éponyme de Marco

Nozza, Ce célèbre journaliste de presse prouva par de multiples enquêtes le rôle du terrorisme néofasciste dans l'Italie des années 1970, notamment dans l'attentat (16 personnes tuées) en 1969 de la Piazza Fontana à Milan. Dans le massacre de 1943, seuls cinquante-sept Juifs ont pu être identifiés parmi les victimes. Leurs corps furent jetés dans le Lac Majeur, après que seize d'entre elles aient été séquestrées dans une chambre de l'hôtel Meina. La famille juive turque propriétaire de l'hôtel put être sauvée par l'intervention de son ambassade.

Ce film de Lizzani est très puissant dans sa capacité à restituer la brutalité et la terreur nazie et à créer l'empathie pour les victimes. Partant de faits historiques ou de faits divers réels dans ses documentaires comme dans ses fictions, Lizzani est resté fidèle au néo-réalisme dans le sens où il inscrit les personnages de ses films dans des lieux précis du territoire italien, dans une action souvent collective et documentée, laquelle devient le reflet de l'histoire nationale. Sa mise en scène fonctionne comme un filtre donnant du sens à la réalité, montrée et agrandie à une dimension spectaculaire souvent émouvante, car Lizzani a toujours souhaité que l'aspect politique de ses films touche le grand public. Une œuvre à découvrir. ■

LAZARE SILBERMANN



Qui était **Lazare Silberman**, père du réalisateur et que l'on appelait Claude Silvestre ? Le fils, Benjamin, a voulu connaître le secret du père avant que la maladie ne l'empêche de transmettre son histoire. Ce film en quête de traces, explore au fil du passé, journal autobiographique, photos et films de famille, documents officiels. À voir, en présence du réalisateur, au cinéma Le Saint-André-des-Arts, Paris VI^e, les mardis 10 et 17 juin 2025 à 13h. ■

HÉROS DE L'OMBRE

(Suite de la Une)

Sympathie et solidarité furent souvent l'œuvre d'anonymes de toutes conditions, voisins, collègues, amis, agissant de leur propre chef. Ce sont ces Justes parmi les nations que le *Yad Vashem* d'Israël honore depuis 1953. *Hasid Ummot Ha-Olam*, littéralement « *généreux des nations du monde* » est une expression du judaïsme traditionnel, tirée du Talmud (*traité Baba Batra*, 15 b). Elle s'applique aux non-Juifs qui font preuve de bienveillance à l'égard des Juifs. Ils sont plus de 2 000 en France à avoir reçu cette distinction et leurs noms (2 693 exactement) figurent tout au long de « l'Allée des Justes » au Mémorial de la Shoah dans le IV^e arrondissement de Paris.



Mur des Justes à Nice

Mais le nombre de celles et ceux qui sauvèrent des Juifs, notamment des enfants, dépasse largement la liste officielle des Justes de France. Comme le note le site *memoirejuive.org*, les communistes y sont sous-représentés et « *pourtant, leur rôle fut important dans la résistance à l'occupant et, plus concrètement, dans la protection des familles juives* ». Il y a bien entendu des communistes parmi les Justes distingués par *Yad Vashem*, mais sauf exception, comme celle du village du Chambon-sur-Lignon dont la population de 3 000 habitants a été honorée collectivement pour avoir sauvé entre trois et cinq mille Juifs, la distinction est individuelle.

Or, si les initiatives personnelles d'anonymes ou de personnalités laïques ou religieuses tiennent une grande place dans le sauvetage des Juifs de France, celui-ci n'aurait pu être aussi efficace et le nombre de rescapés aussi important, si la Résistance elle-même, et notamment la Résistance juive, n'avait pas, au prix de lourdes pertes, développé des réseaux clandestins dans tout le pays.

C'est ici qu'interviennent les militantes et les militants communistes. Des hommes comme le jeune avocat Charles Lederman et son futur beau-frère Georges Garel (Gregori Garfinkel) qui, avec des Juifs et des non-Juifs, catholiques, protestants, socialistes, communistes ou tout bonnement patriotes, agissent au sein de l'OSE, l'Organisation de secours des enfants, une « ONG » fondée en Russie vers 1910-1911 par des militants proches du Bund (Parti socialiste révolutionnaire juif) pour aider les victimes des pogroms et dont le siège a été transféré de Berlin à Paris en 1933.

Grâce à la recommandation de Charles Lederman qui l'avait rencontré en août 1942, Georges Garel fut reçu en décembre de la même année par Mgr Saliège, archevêque



Charles Lederman

de Toulouse, et son coadjuteur, Mgr de Courrèges, qui lui remirent une « lettre d'introduction », laquelle lui permit d'entrer en contact avec plusieurs organisations charitables catholiques et de tisser un réseau – le « réseau Garel » – qui permit de soustraire à la police française et aux Allemands quelque 1 500 enfants. [1]

La plus importante résistance juive organisée fut cependant la section juive de la MOI (*Main-d'œuvre immigrée*, groupes de langues fondés par le PCF avant la guerre). La section est présente dès 1940 en zone Nord et en zone Sud, avec ses organisations clandestines structurées (Solidarité au Nord, les comités du Secours populaire juif au Sud), rassemblés en 1942-1943 dans l'Union des Juifs pour la Résistance et l'Entraide (UJRE) et ses branches annexes (l'Union des Femmes Juives et l'Union de la Jeunesse Juive, notamment). Là encore, un système de réseaux efficace fonctionne et permet de cacher des familles, des enfants dont les parents ont été déportés, voire de soustraire à la vigilance de leurs gardiens des gosses déjà prêts à être envoyés à Auschwitz.



Suzanne Spaak [2].

La création en 1942, à l'initiative de la section juive de la MOI, du MNCR (*Mouvement National Contre le Racisme*) va accélérer et amplifier le sauvetage. Le MNCR sert de trait d'union entre la résistance juive de la MOI et la population française. Il regroupe des personnalités de l'UJRE comme Charles Lederman ou Edouard Kowalski (Czarny) et des résistants de tous horizons comme le professeur Prenant, le docteur Oguz, vieux militant socialiste, Jean Longuet, le petit-fils de Karl Marx, Suzanne Spaak [2], dont le rôle fut remarquable, belle-sœur du futur homme d'État belge Paul-Henri Spaak, le pasteur Vergara, Mme de la Bourdonnais, secrétaire du professeur Debré, grand-père de l'actuel président du Conseil constitutionnel...

Le MNCR agissait en coordination avec la *Commission de l'enfance*, mise en place par l'UJRE et dirigée par Sophie Schwarz, et l'*Union des femmes juives*. Plus de cinq cents enfants échappèrent à la déportation et à la mort grâce au dévouement des militantes et des militants de l'UJRE et du MNCR, ancêtre du MRAP. Pour les Juifs, adultes et enfants, l'arrestation signifiait alors la mort. Pour celles et ceux qui les cachaient, c'était la déportation à Ravensbrück ou à Dachau, ou le peloton d'exécution comme otage. ■



1947. Sophie Schwarz accompagne des enfants de la CCE.

[1] Ci-contre, encadré sur le sauvetage, dans la nuit du 28 au 29 août 1942, de 108 enfants juifs exfiltrés du camp de Vénissieux.

[2] Ce 20 mai 2025, l'école élémentaire de la rue d'Argenteuil, dans le 1^{er} arrondissement de Paris, vient d'être dénommée *Ecole Suzanne Spaak*.

VOUS N'AUREZ PAS LES ENFANTS !

Le 17 mai dernier, les trois associations de l'Espace mémoire du 14, UJRE, MRJ-MOI, AACCE, recevaient dans une salle comble l'historienne Valérie Portheret – docteure en histoire, auteure du livre *Vous n'aurez pas les enfants !* paru en 2020 –, le scénariste (Arnaud Le Gouëfflec) et le dessinateur (Olivier Balez) du roman graphique éponyme, paru aux Éditions Glénat.

Nous reviendrons en septembre sur ces deux ouvrages. Mais vous pouvez d'ores et déjà « plonger dans la BD – dont on ne peut s'extraire avant la dernière page, tant on est happé par l'histoire, la réalisation et la force de l'illustration » et visiter la salle 9 du musée en ligne de MRJ-M.O.I sur le sauvetage des enfants juifs. * ■ PNM

* <https://www.museemrjmoi.com/musee/sauvetage-des-enfants-juifs>

